



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ATHENES

N° 40 – Edition du 13 juillet 2023

1
2

Bulgarie

- Rejet par l'AN de la tenue d'un référendum sur l'euro
- Baisse annuelle de 11 % de la production industrielle en mai 2023
- 45 % des Bulgares craignent que l'intelligence artificielle (IA) conduite à une perte d'emplois
- Mémoire d'entente avec l'Ukraine dans le domaine de l'énergie
- Projet de table ronde pour contribuer à résoudre les problèmes des investisseurs dans le nord-est de la Bulgarie

Chypre

- Approbation par le Conseil des ministres du programme « mortgage-to-rent »
- DBRS maintient sa prévision de croissance pour Chypre à +2,1% en 2023
- Hausse de +1,9% (en g.a.) de l'indice des prix à la consommation en juin 2023, après +3,0% en mai
- Le déficit du commerce extérieur atteint 3,73 Mds€ sur les cinq premiers mois de l'année (+28,3% en g.a.)
- Le trafic de passagers aériens atteint 1,24 M de voyageurs en juin, en baisse de -4,4% par rapport à 2019

Grèce

- Les grandes orientations économiques du nouveau gouvernement
- En juin, le taux d'inflation s'est établi à 1,8%
- Deux émissions réussies de dette grecque
- Poursuite de la hausse des IDE au premier trimestre 2023
- Les carnets de commandes des entreprises de gros œuvre ressortent en forte hausse
- La compagnie HelleniQ Energy (ex Hellenic Petroleum) poursuit ses activités de recherche d'hydrocarbures

Roumanie

- Le déficit commercial roumain a diminué de -13,4 % au cours des cinq premiers mois de l'année
- Le salaire net moyen roumain recule légèrement en mai
- L'indice de Prix des logements roumains recule au premier trimestre 2023
- Hidroelectrica fait son entrée à la Bourse de Bucarest
- Le secteur de la fusion-acquisition roumain a reculé au premier semestre

LE CHIFFRE A RETENIR :

1,9 MDS€

LE MONTANT LEVE A L'OCCASION
DE L'ENTREE EN BOURSE DE LA
COMPAGNIE ROUMAINE
HIDROELECTRICA

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Rejet par l'Assemblée Nationale (AN) de la tenue d'un référendum sur l'euro. Les députés ont rejeté, le 7 juillet 2023, la proposition d'un référendum national sur la question « Êtes-vous d'accord pour que le lev bulgare soit la seule monnaie officielle en Bulgarie jusqu'en 2043 ? » initié par le parti nationaliste « Renaissance » représenté à l'AN (37 sièges sur 240, troisième force politique). L'AN a estimé que ce projet enfreignait la loi sur la participation directe des citoyens au pouvoir public et municipal, selon laquelle les référendums ne peuvent pas porter sur des engagements pris par la Bulgarie dans le cadre de traités internationaux. 98 députés ont voté contre le référendum, 68 pour et 46 se sont abstenus. Auparavant, la proposition de référendum n'avait pas été adoptée par la commission des affaires juridiques de l'AN.

Par ailleurs, certains députés et le Gouverneur de la Banque centrale ont noté que le lev bulgare est rattaché à l'euro (régime de caisse d'émission), ce qui ne permet pas d'utiliser l'expression « la seule monnaie officielle ». Le parti « Renaissance » a annoncé qu'il contesterait la décision du Parlement en saisissant la Cour constitutionnelle. Il avait réussi à collecter environ 470 000 signatures valables de citoyens bulgares pour la tenue de ce référendum. Pour rappel, une des priorités du gouvernement actuel, entré en fonction le 6 juin dernier, est l'entrée du pays dans la zone euro le 1^{er} janvier 2025.

Baisse annuelle de 11 % de la production industrielle en mai 2023. Selon [les données préliminaires](#) de l'Institut national statistique (INS), l'indice de la production industrielle en mai 2023 a diminué de 11 % par rapport au même mois de l'année précédente. Une baisse annuelle de 26,1 % a été enregistrée dans la production et la distribution d'électricité et d'énergie thermique et de gaz. La réduction dans l'industrie minière a été de 24 % en g.a. et dans l'industrie manufacturière de 8,3 % en g.a. L'indice de la production industrielle en mai 2023 a en revanche augmenté de 1,6 % par rapport à avril 2023. Une hausse de 8,8 % par rapport au mois précédent a été enregistrée dans la production et la distribution d'électricité et d'énergie thermique et de gaz et de 0,7 % dans l'industrie manufacturière. La production dans l'industrie minière a baissé de 4,7 % en g.m.

45 % des Bulgares craignent que l'intelligence artificielle (IA) conduise à une perte d'emplois. Selon [un sondage](#) mené en juin 2023 auprès de 1 008 adultes via des entretiens directs semi-standardisés en face à face, 45 % des Bulgares pensent que l'IA entraînera une réduction du nombre d'emplois. Seulement 4 % estiment qu'elle créera de nouveaux emplois. 37 % des personnes craignent que l'IA remplace le travail humain dans leur domaine d'activité, 42 % n'en ont pas peur, tandis que 21 % n'ont pas d'avis. Selon le sondage, l'utilisation de l'IA est la plus acceptable dans des centres d'appels (39 % d'approbation) et le secteur de la technologie (34 %). En revanche, l'utilisation de l'IA dans des véhicules autonomes et en médecine est approuvée par seulement 16 % et 21 % des enquêtés. 19 % pensent que l'IA devrait être interdite, tandis que 57 % disent qu'elle devrait être réglementée afin qu'elle ne mette pas en danger les gens et seulement 8 % estiment qu'elle devrait pouvoir se développer librement parce qu'elle aiderait les gens.

Enjeux sectoriels et thématiques

Mémorandum d'entente avec l'Ukraine dans le domaine de l'énergie et réunion de travail entre des représentants des deux pays. A l'occasion de la visite du Président ukrainien Volodymyr Zelensky à Sofia, le ministre de l'Énergie bulgare Roumen Radev et son homologue ukrainien German Galushchenko ont signé un mémorandum d'entente dans le domaine de l'énergie entre les deux pays. La première réunion de travail en lien avec ce mémorandum a eu lieu au ministère de l'Énergie et a été animée par les deux ministres en présence d'experts et de représentants de sociétés énergétiques des deux pays. Par ailleurs, les deux délégations ont entamé le processus formel de négociation pour la vente de l'équipement de la centrale nucléaire de Béléné, conformément à [la décision](#) de l'Assemblée nationale de la République de Bulgarie du 6 juillet 2023. Cette décision charge le ministre bulgare de l'Énergie de mener des négociations avec le ministre de l'Énergie de l'Ukraine ou son représentant pour la vente d'équipements à long cycle de production appartenant à la Compagnie électrique nationale NEK EAD, destinés au projet de centrale nucléaire de Béléné. Le prix de vente ne peut pas être inférieur à celui payé par NEK EAD à Atomstroyexport AD, à savoir 601 617 133 EUR.

Projet de table ronde pour contribuer à résoudre les problèmes des investisseurs dans le nord-est de la Bulgarie. D'un entretien entre le Premier ministre Nikolay Denkov et l'ambassadrice de la République de Turquie en Bulgarie Aileen Sekizkök est ressortie la décision de monter une table ronde régionale pour s'attaquer aux problèmes des investisseurs dans le nord-est de la Bulgarie ([un communiqué](#)). Outre les autorités locales et nationales, des entreprises turques participeraient aussi à cet événement. L'accent sera mis sur le développement du capital humain - formation professionnelle et requalification du personnel pour l'industrie de la région. L'ambassadrice Sekizkök a exprimé l'intérêt des entreprises turques à participer à la modernisation de l'industrie militaire bulgare, ainsi qu'à l'équipement de l'armée bulgare.

Chypre

Macroéconomie et finances

Approbation par le [Conseil des ministres](#) du programme « mortgage-to-rent ». Cette validation suit celle donnée par la Commission Européenne le 6 juillet dernier. Pour rappel, ce programme permettra à l'Etat de subventionner les loyers des ménages vulnérables présentant des difficultés de remboursement, moyennant le transfert de propriété de leur résidence principale à KEDIPES. Le plan permettra ainsi aux ménages surendettés d'éviter l'hypothèque de leur résidence principale, et à l'Etat de proposer une solution pour le remboursement des prêts immobiliers non performants. Le programme s'adressera aux

- (i) bénéficiaires d'aides sociales présentant un profil d'emprunteur non performant entre le 31/12/2021 et le 31/12/2022, et qui détiennent une résidence principale d'une valeur marchande allant jusqu'à 250k€,
- (ii) aux emprunteurs en difficulté non retenus dans le cadre des plans Estia puis Oikia, dont la résidence principale dispose d'une valeur marchande inférieure à 350k€.

Dans un premier temps, KEDIPES pourra ainsi acquérir les propriétés hypothéquées à hauteur de 65% de leur valeur actuelle. L'Etat, via [KEDIPES](#), couvrira ensuite le loyer requis au nom des résidents, ces derniers ayant la possibilité de racheter leur ancienne propriété au bout de 5 ans à un prix favorable. L'emprunt pour lequel la résidence principale a servi de garantie sera en outre annulé par le créancier

et cessera d'être payable. Au total, le programme devrait bénéficier à près de 4 000 emprunteurs en difficulté pour un coût estimé à 400 M€.

DBRS maintient sa prévision de croissance pour Chypre à +2,1% en 2023. Cette [estimation](#) figure parmi les plus conservatrices au sein des différentes institutions suivant le pays : la Banque Centrale table ainsi sur une progression de l'activité de +2,6% en 2023, contre +2,8% pour le Ministère des Finances et +2,3% pour la Commission Européenne. L'agence de notation améliore en outre marginalement son estimation pour 2024, à +2,4%, contre +2,3% jusqu'ici. Chypre demeure néanmoins fortement dépendante de l'environnement macroéconomique extérieur, dont la détérioration attendue en 2024 (l'agence évoque une potentielle récession en Europe) pourrait affecter le secteur touristique de l'île. Le taux de chômage devrait en outre tomber à 6,4% en 2024, en diminution par rapport au chiffre attendu pour 2023 (6,8%, soit +0,2 pp par rapport aux prévisions de décembre).

Hausse de +1,9% (en g.a.) de l'indice des prix à la consommation en juin 2023, après +3,0% en mai. Il s'agit du 11e mois consécutif de ralentissement de la progression des prix, après le pic atteint à 10,9% en juillet 2022. L'IPC chypriote atteint même un point bas par rapport au mois de mai 2021. Sur un an, les principales composantes de l'inflation émanent essentiellement du secteur alimentaire (+10,1%). L'hôtellerie-restauration (+4,9%), les services récréatifs et culturels (+4,9%) et les biens d'équipement (+4,3%) représentent également des composantes majeures de l'inflation, tandis que le poste énergétique affiche une forte contraction (-22,2% pour les produits pétroliers, -2,2% pour l'électricité). En rythme mensuel, l'indice des prix recule enfin de -0,3%.

Le déficit du commerce extérieur atteint 3,73 Mds€ sur les cinq premiers mois de l'année (13,8% du PIB), en hausse de 28,3% sur un an. [Selon les données provisoires de CYSTAT](#), les exportations de biens, principalement orientées vers des pays hors-UE, ont progressé de +3,9% en g.a. mais restent relativement faibles en absolu, à 1,62 Md€ sur la période. Les importations ont en revanche crû fortement (+19,8% à 5,36 Mds€). Ce bond est principalement lié à la hausse spectaculaire des transferts de propriété économique de navires en janvier 2023, dont les importations sont passées de 74 M€ à 926 M€ sur un an (provenance hors-UE). Sur le seul mois de mai, les importations chutent de -16,4%, à 974 M€, tandis que les exportations se contractent également de -14,8% pour s'établir à 371 M€. Le déficit mensuel atteint ainsi 603 M€ (2,2% du PIB), en baisse de -17,4% sur un an.

Enjeux sectoriels et thématiques

Le trafic de passagers aériens atteint 1,24 M de voyageurs en juin, en hausse de 22,6% sur un an et inférieur seulement de -4,4% par rapport au niveau observé en 2019 (1,29 M). [Selon les données de l'opérateur Hermes Airports](#), plus de 4,82 M de voyageurs ont en outre débarqué à Chypre depuis le début de l'année via les aéroports de Larnaka, qui demeure la principale porte d'entrée du pays avec 68% des arrivées, et de Paphos. Ce chiffre est en hausse de 2,9% par rapport au trafic observé sur le premier semestre 2019 (4,69 M). Pour rappel, Chypre a accueilli en 2019 plus de 9,2 M de passagers aériens, contre 5 M en 2021 et 11,3 M en 2019. [La presse](#) souligne en outre que les aéroports chypriotes ont réussi à rétablir totalement leur niveau de connectivité aérienne de 2019, plaçant le pays au premier rang parmi ses pairs européens selon le Airports Council International (ACI) Europe. Ainsi, la collaboration entre Hermes Airports et les différentes compagnies aériennes permet en l'état actuel de relier Chypre à 155 destinations au sein de 39 pays différents. Enfin, l'article souligne que la perte des marchés russe et ukrainien, qui représentaient plus de 20 % du trafic total de passagers avant le conflit en Ukraine, a été compensée par l'essor de marchés alternatifs au Proche-Orient mais aussi en

Europe (notamment en Allemagne, Pologne, mais aussi France ou Italie), certains ayant même connu une croissance de plus de 50% par rapport à 2019.

Grèce

Macroéconomie et finances

Dans sa déclaration de politique générale au Parlement hellénique, le PM Mitsotakis a dressé, le 7 juillet dernier, les grandes orientations de son gouvernement. L'accent a été mis essentiellement sur le maintien des grands équilibres macroéconomiques, la lutte contre l'inflation, l'encouragement de l'investissement privé et l'augmentation de l'investissement public, mais sans augmenter les impôts. Plus particulièrement, la Grèce vise à une réduction de la dette publique en dessous de 140% du PIB d'ici 2027. Le pays compte également procéder au remboursement anticipé d'une partie (5,29 Mds€) des prêts bilatéraux octroyés en 2010 à la Grèce par les Etats membres de la zone euro dans le cadre du premier plan d'ajustement budgétaire. La Grèce souhaite ainsi transmettre un signal clair aux marchés sur la viabilité de sa dette, aspirant à un retour à une note "investment grade" d'ici la fin 2023. Coté social, la modernisation du système de santé est au plus haut des priorités de l'agenda avec le recrutement immédiat de 10 000 postes permanents, dont 800 au Service d'aide médicale urgente. Par ailleurs, le gouvernement se fixe pour objectif un recul du taux de chômage à 8%. Une nouvelle grille des salaires de la fonction publique est prévue à partir du 1er janvier 2024, prévoyant une revalorisation, la première depuis 2009. Une nouvelle revalorisation, d'environ 3%, des pensions de retraite à partir de janvier 2024 a également été annoncée.

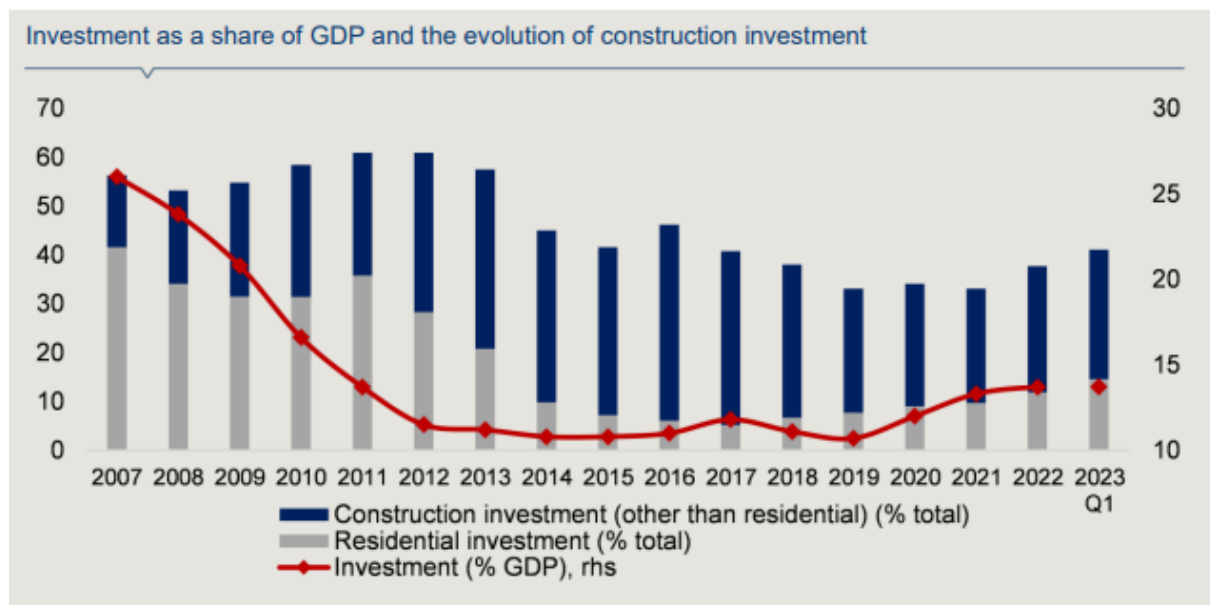
Dans un souci de rationalisation de l'imposition sur le revenu, un dispositif de cumul emploi-retraite sera mis en place, qui permettra de reprendre une activité et de cumuler ses revenus d'activité avec sa pension de retraite. Le dispositif remplacera la législation actuelle qui prévoit une coupe nette de 30% du montant de la pension des retraités en activité.

Concernant les mesures provisoires contre la crise énergétique le PM a annoncé le prolongement de 3 mois du chèque alimentaire (*market pass*), qui subventionne 10% des achats alimentaires des ménages, sous condition de revenus, avec un plafond mensuel de 220 euros par personne.

En juin, le taux d'inflation s'est établi à 1,8%, contre 2,8% en mai et 12,1% en juin 2022, selon les dernières données de [l'Autorité statistique hellénique](#). ELSTAT a attribué cette évolution à la baisse importante des prix du gaz naturel (-54.7%), de l'électricité (-21.7%), des carburants-lubrifiants (-21,4%) et le mazout (20,7%). En revanche, les prix des produits alimentaires ont enregistré une nouvelle hausse annuelle de 12,2%. La hausse est marquée au niveau des produits laitiers (+15,3%), des huiles (+14,2%), des légumes (+14.7%), de la viande (+11,4%) et des fruits (+10,3%).

La Grèce a levé, le 5 juillet, 812,5 M€ grâce à l'émission de bons du Trésor à 3 mois (13 semaines) à un taux de 3,59 %, contre 3,2% et 3,04% lors des émissions similaires de mai et d'avril derniers respectivement. L'offre a atteint 1226 M€. ([Agence de la dette grecque](#)). Par ailleurs, le 11 juillet, **Athènes a levé 3,5 Mds€ de dette à 15 ans**, assortis d'un coupon de 4,375% et un taux d'intérêt de 4,464%. La très longue durée de l'obligation n'a pas refroidi les investisseurs, la demande ayant dépassé 13,4 Mds€ ([Agence de la dette grecque](#)).

Après une année 2022 marquée par un rebond des IDE (7,2 Mds€, soit 3,5 % du PIB), attribuable à l'amélioration des finances publiques, à la réduction de la fiscalité et à une stabilité politique retrouvée, les chiffres du premier trimestre 2023 de l'attractivité économique grecque sur la scène internationale vont dans le même sens, selon les données publiées par [Alpha bank](#). Pour le neuvième trimestre consécutif, l'investissement a continué de croître, à 8,2 % sur une base annuelle. Il contribue ainsi à hauteur de 1,1 % à la croissance globale du PIB. Même si, en pourcentage du PIB, l'investissement est resté bien en deçà de la période précédant la crise économique (26 % en 2007), il a approché 14 % au premier trimestre de l'année, soit un niveau proche de celui de 2011. S'agissant des secteurs les plus générateurs d'IDE, les investissements en logement et en matériel de transport ont augmenté sur une base annuelle à un rythme soutenu, 48,4 % et 42 % respectivement. Les investissements en construction -autre que résidentielle- ont progressé de 8,1 % et de 4,4% tous les autres secteurs confondus.



Source du graphique : Alpha bank sur la base de données Eurostat

Enjeux sectoriels et thématiques

Les carnets de commandes des entreprises de gros œuvre ressortent en forte hausse. A l'issue des résultats semestriels annoncés en juin dernier, le carnet de commandes du BIG 5 du secteur grec de la construction atteint un record historique de 16,3 Mds€, contre 11Mds€ en 2022 et 9,38Mds€ en 2021. En première position on trouve GEK -TERNA qui affiche un carnet historique de 5,5 Mds€, suivi de Mytilinéos (3Mds€), d'Avax (2,9Mds€), d'Ellaktor (2,8Mds€) et d'Intrakat (2,1Mds€). Les grands projets ferroviaires en cours (4Mds€), les contrats signés relatifs au projet d'Ellinikon, ainsi que les projets du PNRR en phase de maturité, pourraient expliquer cette hausse.

La compagnie HelleniQ Energy (ex Hellenic Petroleum) poursuit ses activités de recherche d'hydrocarbures (gaz naturel) sur les 2 blocks offshore du golf de Kyparissiakos et de la mer Ionienne (Grèce occidentale), dont elle est opérateur à 100%. Selon les annonces à la presse de la Société hellénique de gestion des hydrocarbures et des ressources énergétiques (Hellenic Hydrocarbons and

Energy Resources Management Company), la première phase d'exploration est achevée et la deuxième a officiellement débuté le 10 juillet 2023. La seconde phase, qui aura une durée de 3 ans, concerne i) pour le block en mer ionienne, le traitement de 900 km² de données sismiques 3D, des travaux géologiques et des études environnementales et ii) pour le block dans le golfe de Kyparissiakos, le traitement de 400 km² de données sismiques 3D et l'analyse pétro-physique et géophysique.

Roumanie

Macroéconomie et finances

Le déficit commercial roumain a diminué de -13,4 % au cours des cinq premiers mois de l'année, en glissement annuel. Les exportations de biens roumains (+7,5 %) ont en effet progressé plus rapidement que les importations (+2,1 %). Le déficit commercial recule ainsi de -1,7 Mds EUR et atteint **11,1 Mds EUR** au cours de la période. Cette dynamique s'explique en premier lieu par l'augmentation des exportations de machines et équipements de transport (+12,5 %) qui représentent désormais 44,9 % des exportations roumaines. Par ailleurs, la Roumanie a profité du recul des importations d'hydrocarbures et d'énergie (-15,7 %), soutenu par la baisse des prix observée depuis le début de l'année, et couplé à une hausse des exportations (+21,3 %). Les échanges intra-européens ont par ailleurs généré 73,0 % du commerce international roumain depuis le début de l'année.

Le salaire net moyen roumain recule légèrement en mai, à **4 543 RON** (918€, -0,5 %) par rapport au mois précédent, pour la première fois depuis janvier. Les salaires moyens dans les secteurs suivants ont fortement reculé: assurance (-18,4 %), suite au gel des primes imposé après la faillite d'Euroins; l'extraction de charbon (-16,8 %), beaucoup moins attractif en raison de la baisse des prix de l'énergie; les télécommunications (-16,8 %). Cependant, en glissement annuel, le salaire net moyen continue de progresser rapidement (+15,7 %), alors que l'inflation diminue. En conséquence, le salaire réel a progressé de +4,6 % en un an, soit sa plus forte hausse observée depuis deux ans.

L'indice de Prix des logements roumains recule au premier trimestre 2023, en raison notamment de la baisse du prix de l'immobilier observée à Bucarest au début de l'année. Les prix des logements roumains, qui comptent parmi les plus faibles d'Europe, ont ainsi diminué de **-0,4 %** par rapport au quatrième trimestre 2022. Le secteur immobilier est confronté au ralentissement de l'économie ainsi qu'au renchérissement du coût du crédit, alors que la banque centrale roumaine a porté son taux directeur à 7 % en janvier. En variation annuelle, l'indice de prix des logements poursuit cependant sa progression (+4,6 %), mais connaît la deuxième plus faible hausse d'Europe centrale et orientale, derrière la République tchèque.

Enjeux sectoriels et thématiques

Hidroelectrica fait son entrée à la Bourse de Bucarest après le succès de son *IPO*. Le premier producteur d'énergie roumain, qui exploite 182 centrales hydroélectriques, est parvenu à lever **9,3 Mds RON** (1,9 Mds€) lors de la cotation de 19,9 % de son capital, correspondant à l'ancienne participation de Fondul Proprietatea dans l'entreprise. Il s'agit de la plus importante introduction en Bourse de l'histoire de la Roumanie. Le prix de l'offre initiale a atteint 104 RON par action (21,0€). 80 % des titres émis ont

été achetés par des investisseurs institutionnels, alors que 20 % des actions été réservées aux particuliers.

Le secteur de la fusion-acquisition roumain a reculé au premier semestre, à 3,4 Mds €, soit une baisse de -11 % par rapport au S1 2022. Cependant, le secteur a enregistré un nombre record de 132 transactions depuis le début de l'année. 70 opérations domestiques ont été recensées, soit 53 % du total, alors que 52 opérations ont impliqué des investisseurs étrangers. Les acteurs français ont réalisé 4 opérations, dont le rachat des activités de Cora par Carrefour. Les secteurs des activités immobilières et de la construction (27 transactions) et de l'IT&C (22) ont été les plus impliqués sur le marché M&A. 5 opérations ont dépassés 100 M€, dont le rachat d'Enel Romania par PPC pour 1,4 Mds €.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :

Athenes@dgtresor.gouv.fr